

SECRETARIAT D'ETAT

CHARGE

DE LA MER

DEPARTEMENT

d u. Pas. . . de. . . Calais

# AUTORISATION D'EXPLOITATION DE CULTURES MARINES

SUR LE DOMAINE PUBLIC — MARITIME  
— FLUVIAL

Réf : art. 2 du décret n° 83-228 du 22 mars 1983

Par ARRETE numéro 01/92-3M du 19 JAN. 1990

et par voie de C.R.E.A.T.I.O.N

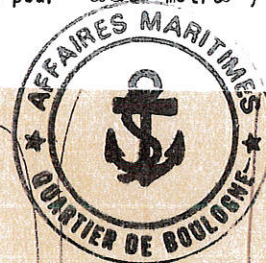
AUTORISE L'EXPLOITATION DE LA CONCESSION DE CULTURES MARINES SUIVANTE :

Lieu dit	N° feuille cadastrale	Numéro matricule	Nature	Commune lieu ou situation	Surface ou longueur
BE	05	37-46	Bouchoz à moules	Littoral de la commune de BERCK	3800 mètres (38 rangées de 100 m.)

Extrait du cadastre - Echelle  $\frac{1}{10\ 000}$  (1 millimètre pour dix mètres)

DES ÉTABLISSEMENTS DE PÊCHE MARITIME

COFFRE N°

les Do  
19,5

21,5

Us<sup>e</sup>



Bellevue

est ACCORDEE au concessionnaire désigné ci-après :

# CONCESSIONNAIRE

NOM	Prénom	Profession	Adresse complète
BJNET	Pascal		135, Chemin de Barre-Mer 80 550 LE CROTOY

Cette autorisation d'exploitation prendra fin le : 19 janvier 2025

La demande de RENOUELEMENT peut être déposée CINQ ANS au plus tôt et SIX MOIS au moins avant la date d'échéance.

Elle est soumise :

- aux prescriptions générales rappelées au CAHIER DES CHARGES annexé à la présente autorisation.
- aux prescriptions particulières prévues au CAHIER DES CHARGES joint.



Certifié exact

25 JAN 1990

L'Administrateur des Affaires Maritimes  
Chef de quartier

CHANGEMENT DE NATURE OU DE GENRE D'EXPLOITATION	RENOUELEMENT
<p>Par ARRETE N° ..... du ..... la concession est destinée à ..... ..... .....</p> <p>Certifié exact, à ..... le ..... L'Administrateur des Affaires Maritimes Chef du quartier</p>	<p>Par ARRETE N° ..... du ..... la présente autorisation est renouvelée et la nouvelle échéance est fixée au ..... .....</p> <p>Certifié exact, à ..... le ..... L'Administrateur des Affaires Maritimes Chef du quartier</p>



**PREMIER CHANGEMENT DE CONCESSIONNAIRE**

Par ARRETE N° ..... du ..... la présente autorisation a été transférée par  
voie de ..... à :

NOM	Prénom	Profession	Adresse complète

Certifié exact, à ..... le .....  
L'Administrateur des Affaires Maritimes  
Chef du quartier

**DEUXIEME CHANGEMENT DE CONCESSIONNAIRE**

Par ARRETE N° ..... du ..... la présente autorisation a été transférée par  
voie de ..... à :

NOM	Prénom	Profession	Adresse complète

Certifié exact, à ..... le .....  
L'Administrateur des Affaires Maritimes  
Chef du quartier

**TROISIEME CHANGEMENT DE CONCESSIONNAIRE**

Par ARRETE N° ..... du ..... la présente autorisation a été transférée par  
voie de ..... à :

NOM	Prénom	Profession	Adresse complète

Certifié exact, à ..... le .....  
L'Administrateur des Affaires Maritimes  
Chef du quartier



SECRETARIAT D'ETAT  
AUPRES DU MINISTRE DES TRANSPORTS  
CHARGE DE LA MER

CAHIER DES CHARGES  
D'UNE AUTORISATION D'EXPLOITATION  
DE CULTURES MARINES PAR CONCESSION  
SUR LE DOMAINE PUBLIC

REFERENCE : Article 2 du Décret n° 83-228 du 22 mars 1983



# CAHIER DES CHARGES

Par ARRETE n° ..... du .....

## Article 1 - DEFINITION DE LA CONCESSION.

M.....  
**Monsieur BINET Pascal**  
**135 Chemin de Barre-Mer**  
**80550 LE CROTOY** ..... (1)

est autorisé à exploiter la - ~~PRISE D'EAU~~  
 - PARCELLE  
 désignée ci-dessous et située sur le domaine public - MARITIME  
 - FLUVIAL

FEUILLE CADASTRALE	NUMERO MATRICULE	LIEU	NATURE	SUPERFICIE ou LONGUEUR
Echelle: 1/ <b>10 000</b> N° <b>5</b>	37-46	<b>Littoral de la commune de Berck</b>	<b>Elevage de moules sur bouchots</b>	<b>3 800 mètres (38 rangées de 100 mètres).</b>

qui lui est concédée, à l'effet d'y pratiquer les cultures marines désignées ci-après:

aux conditions suivantes:  
**Obligation de traiter les coquillages pour en assurer la purification dans le  
 cas de dépassements ponctuels des normes de salubrité.**

Article 2 - Le concessionnaire déclare bien connaître la parcelle en cause qui comporte les ouvrages décrits en annexe I et en accepter sans restriction ni réserve la jouissance en l'état où elle se trouve à la date d'effet de l'arrêté de concession.

Article 3 - Le concessionnaire est autorisé à implanter sur la parcelle concédée les ouvrages décrits en annexe II, exclusivement destinés à permettre ou faciliter les opérations directement liées à l'exploitation des cultures marines pour laquelle est accordée la présente concession.

Sont à la charge exclusive du concessionnaire la totalité des frais entraînés par l'installation ou l'édification des ouvrages autorisés décrits à l'annexe II, y compris, s'il y a lieu, les frais de démolition et/ou de modification des ouvrages existants et ceux rendus nécessaires par le raccordement éventuel desdits ouvrages à la voirie publique; d'une part, à l'accès à la mer, d'autre part.

## Article 4 - DUREE DE LA CONCESSION.

La présente autorisation est accordée pour une durée de **35 ans** à compter de la date d'effet de l'arrêté de concession, ou est valable jusqu'au .....

Elle peut être renouvelée dans les conditions prévues à l'article 7 du décret du 22 mars 1983 fixant le régime des autorisations d'exploitation de cultures marines.

(2) à l'article 7 - REDEVANCE DOMANIALE : Taux : **0,65 F le mètre** ..... à payer annuellement  
 soit: **Deux mille quatre cent soixante dix francs**  
**(Réf. article 1-2a de l'Arrêté Ministériel du 14 Juillet 1989)**

(1) Désignation du concessionnaire:

- Pour les personnes morales: raison sociale, immatriculation R.C., Siren, code APE.
- En cas de codétention familiale (art. 5 du décret du 22 mars 1983): nom du responsable de la codétention.

## Article 5 - OBLIGATIONS DU CONCESSIONNAIRE.

### 5 . 1 - Règles générales:

Le concessionnaire est tenu de se conformer aux dispositions d'ensemble visant la culture autorisée, intervenant dans le secteur où est situé son établissement, même si celles-ci sont mises en vigueur postérieurement au présent cahier des charges.

5 . 2 - Le concessionnaire est tenu d'exploiter sa concession personnellement, et exclusivement en vue de l'objet décrit à l'article 1 du présent cahier des charges, conformément aux conditions techniques prescrites. Toute modification de l'objet de son exploitation doit au préalable être autorisée par arrêté modificatif du Commissaire de la République, sur demande présentée au Chef du quartier des Affaires Maritimes compétent et proposition de ce dernier après avis de la commission des cultures marines.

5 . 3 - Toute création d'ouvrages permanents ou toute modification à ceux existants doit être autorisée par arrêté modificatif du Commissaire de la République sur demande présentée au Chef du quartier des Affaires Maritimes compétent et proposition de ce dernier après avis de la commission des cultures marines. Le concessionnaire peut cependant entreprendre les travaux relatifs à l'entretien courant normal ou à la remise en état après dommage accidentel.

5 . 4 - Le concessionnaire supportera les frais d'établissement, d'entretien et de fonctionnement des installations de délimitation et de balisage prévus par les dispositions de l'article 21 du décret du 22 mars 1983 et de son arrêté d'application, ainsi que ceux relatifs aux installations de signalisation maritime qui seraient prescrites par le service des phares et balises, au cas où de telles installations seraient rendues nécessaires.

5 . 5 - Le concessionnaire demeure responsable des dommages causés de son fait ou du fait de ses mandants ou employés aux ouvrages du domaine public. Il devra en particulier procéder au renflouement et à l'enlèvement de toute épave due à ses activités dans les plans d'eaux et chenaux d'accès à ses installations.

5 . 6 - Contraintes particulières et droits de passage:  
Ceux-ci sont décrits à l'annexe III

### 5 . 7 - Déclaration de production:

Le concessionnaire est tenu de déclarer annuellement, de manière globale, la production réalisée pour l'ensemble de son exploitation selon modèle établi par le Ministre chargé des cultures marines. La production prise en compte sera celle effectivement commercialisée entre le 1er juillet de l'année précédente et le 30 juin de l'année en cours. Elle concerne toutes les catégories de produits commercialisés (naissain, demi-élevage, production consommable).

De même, le concessionnaire déclare, toujours pour l'ensemble de son exploitation, le tonnage des produits non finis (naissain, produits de demi-élevage ou autre) qu'il a acquis au cours de la même période.

Cette déclaration annuelle est exprimée en kilogrammes.

Par " EXPLOITATION ", il faut entendre l'ensemble des concessions exploitées au sein d'une même entreprise par la même personne physique ou morale.

En cas de codétention, seul le responsable de la codétention désigné par les autres codétenteurs (décret du 22 mars 1983, article 5, alinéas 6, 7 et 8) fournit une déclaration annuelle.

L'utilisation et la communication des informations contenues dans la déclaration annuelle ne pourront être effectuées que conformément aux lois et règlements en vigueur.

## Article 6 - RETRAIT DE LA CONCESSION PRONONCEE PAR L'ADMINISTRATION.

Par application des dispositions de l'article 15 du décret du 22 mars 1983, les autorisations peuvent être modifiées, suspendues temporairement ou retirées à tout moment, par décision motivée du Commissaire de la République, sans indemnité à la charge de l'Etat:

1°) Pour défaut de paiement des redevances;

2°) En cas d'infraction à la réglementation générale des cultures marines ou aux clauses du présent cahier des charges;

3°) Si l'emplacement concédé est resté (inexploité ou insuffisamment exploité pendant une période de trois ans;

4°) Si l'établissement se trouve exposé à des causes d'insalubrité, eu égard aussi bien aux conditions relatives à la consommation humaine qu'à celle relatives à la prophylaxie zoosanitaire.



Les redevances payées d'avance par le bénéficiaire restent acquises sans préjudice du droit de poursuite du recouvrement de toute somme pouvant être due.

Dans le cas où en application de l'avant-dernier alinéa de l'article 15 du décret précité la concession est retirée par décision motivée du Commissaire de la République pour un motif d'utilité publique et notamment en cas de mise en oeuvre d'un plan d'utilisation de l'espace entraînant modification du secteur concerné, le concessionnaire ainsi évincé a droit pour les investissements réalisés à une indemnisation à la charge de la collectivité bénéficiaire du motif d'utilité publique, dans les conditions prévues par l'article A26 du code du domaine de l'Etat et compte tenu des éléments figurant aux tableaux annexes I et II de l'article 3 du présent cahier des charges ou éventuellement de ceux figurant dans l'arrêté modificatif intervenu comme il est prévu à l'article 5,3.

#### Article 7 - REDEVANCE DOMANIALE.

7. 1 - La REDEVANCE est fixée à ... **2.470 francs** ..... par AN. (2)  
Elle est révisable par application des dispositions prévues par arrêté du Ministre chargé des domaines après avis du Ministre chargé des cultures marines et publié au Journal Officiel de la République Française.

Elle est EXIGIBLE le 1er janvier de chaque année et est PAYABLE sans intérêts moratoires jusqu'au 30 avril.

La REDEVANCE AFFERENTE à la PREMIERE ANNEE doit être ACQUITTEE dans un délai de SOIXANTE JOURS à compter de la date de notification de l'acte de concession. Son montant est réduit à une fraction de la redevance annuelle correspondant au nombre de mois entiers compris entre le point de départ de la concession et la fin de ladite année, les fractions de mois étant négligées.

7. 2 - Dans les cas prévus à l'article 5.3 du présent cahier des charges, l'arrêté de modification doit indiquer le montant de la nouvelle redevance.

7. 3 - En cas de circonstances dommageables exceptionnelles donnant lieu à intervention financière de l'Etat ou de la Région, le montant de la Redevance peut être réduit par décision du Ministre chargé des domaines, prise sur proposition du Ministre chargé des cultures marines.

Cette réduction ne pourra excéder 50 p. 100 du montant de la redevance. Toutefois, en cas de dommages entraînant une interruption totale d'activité, la réduction pourra dépasser ce seuil, sans toutefois excéder 90 p. 100 du montant de la redevance. La réduction est applicable au tarif minimum.

La décision de réduction ne peut porter sur une période supérieure à un an.

La réduction est calculée et imputée sur la redevance exigible le 1er janvier de l'année suivant celle où a été prise la décision de réduction.

La décision de réduction ne peut donner lieu à aucun remboursement.

#### Article 8 - DEVENIR DES OUVRAGES ET REMISE EN ETAT DES LIEUX.

8. 1 - Hormis les cas prévus à l'article 8.2, à l'expiration de la concession fixée par l'article 4 (1er alinéa) du présent cahier des charges, ou bien pendant la durée de la validité de la concession si celle-ci ne fait pas l'objet d'une réattribution, les ouvrages et installations établis par le concessionnaire doivent être intégralement démolis. Cette démolition est effectuée à ses frais ou à ceux de ses ayants droit.

Le concessionnaire informe le concédant de la date du début d'exécution des travaux de démolition au moins deux mois avant celle-ci.

Pendant ce délai le concédant peut s'il le juge utile notifier au concessionnaire qu'il entend exiger le maintien des ouvrages et installations. Dans ce cas l'Etat se trouve, à compter de cette notification, subrogé à tous les droits du concessionnaire sur ces ouvrages et installations qui doivent lui être remis en l'état et sont incorporés au domaine public sans qu'il y ait lieu à indemnité à ce titre ni à passation d'un acte pour constater le transfert.

En cas de non-exécution des travaux de démolition prévus, il peut y être pourvu d'office aux frais du concessionnaire ou de ses ayants droit après mise en demeure restée sans effet.

En tout état de cause, le concessionnaire sortant demeure responsable des ouvrages et installations jusqu'à leur démolition complète ou à leur incorporation dans le domaine public en vertu de l'alinéa 3 ci-dessus.

8. 2 - Les dispositions de l'article 8.1 ci-dessus ne sont pas applicables dans les cas suivants:

- Renouvellement au profit du bénéficiaire ou de ses ayants droit (art. 7 du décret du 22 mars 1983);
- Concession après vacance dans les cas prévus à l'article 16 du même décret et ayant fait l'objet d'une indemnisation fixée par la commission d'évaluation;
- Transferts familiaux prévus aux articles 12 et 14 du même décret.

Article 9 - IMPOTS, FRAIS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT.

9 . 1 - Impôts.

Le concessionnaire supporte seul la charge de tous les impôts et taxes auxquels est ou pourrait être assujettie la concession.

9 . 2 - Frais de timbre et d'enregistrement.

Les droits fiscaux de timbre, d'enregistrement ou autres portant éventuellement sur le présent cahier des charges sont à la charge du concessionnaire.

Article 10 - DROITS DES TIERS.

Tous droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Faire précéder la signature de la mention  
"LU ET APPROUVE"

Fait à .. *Boulogne* le .. *6-2-90* ..

*lu et approuvé*



A N N E X E I

(Article 2 du cahier des charges)

DESCRIPTION DES OUVRAGES EN PLACE A L'ENTREE EN JOUISSANCE DU CONCESSIONNAIRE

OUVRAGES APPARTENANT A L'ETAT (1)	AUTRES OUVRAGES (1)	DATE D'EXPIRATION de la PERIODE D'AMORTISSEMENT

(1) Préciser notamment s'il s'agit: - de terre-pleins;  
- de constructions comportant des aménagements spéciaux (bureaux, magasins);  
- d'autres constructions.



A N N E X E    I I

(Article 3 du cahier des charges)

DESCRIPTION des OUVRAGES (1)	COUTS et AMORTISSEMENTS PREVUS	DATE D'EXPIRATION de la PERIODE D'AMORTISSEMENT	CONTRAINTES PARTICULIERES
(1) Préciser notamment s'il s'agit : - de terre-pleins; - de constructions comportant des aménagements spéciaux (bureaux, magasins); - d'autres constructions.			

A N N E X E    I I I

(Article 5 du cahier des charges)

DESCRIPTION DES CONTRAINTES ET DROITS DE PASSAGE	ORIGINE